

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

SÉNÉGAL: OBJECTIF LÉGISLATIVES POUR JAMMI GOX YI, LA COALITION D'OPPOSITION AUTOUR DE FADEL BARRO

Les préparatifs des élections législatives prévues le 31 juillet 2022 sont en cours, cruciaux avant la présidentielle de 2024. Face à la majorité de Benno Bok Yakaar, on retrouve plusieurs coalitions de l'opposition, dont Yewwi Askan Wi autour d'Ousmane Sonko. Il faudra aussi compter avec la récente coalition formée par des personnalités de la société civile autour de Fadel Barro, ancien coordonnateur du mouvement citoyen Y'en a marre, qui défend une manière de faire la politique « autrement. »

EXCLUSION DE LA RUSSIE DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU: LA POSITION DES AFRICAINS

L'Assemblée générale des Nations unies a donc voté, ce jeudi 7 avril 2022, l'exclusion de la Russie au cours d'une session spéciale urgente sur l'Ukraine. C'est la deuxième fois qu'un pays est suspendu du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, la première étant, en 2011, l'exclusion de la Libye du colonel Mouammar Kadhafi. Par 98 votes pour, 24 contre et 58 abstentions, la suspension de Moscou prend effet immédiatement. Et dans ces votes, on voit se dessiner des positions très diverses sur le continent africain.

Côte d'Ivoire : Laurent Gbagbo à Duékoué

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

La ville de Côte d'Ivoire a reçu hier l'ancien chef de l'État ivoirien, onze ans après les violences de la crise postélectorale de 2010-2011. Durant la guerre civile opposant les forces loyalistes du régime et les forces républicaines pro-Ouattara à l'époque, les régions de l'ouest ivoirien ont particulièrement été marquées par les tueries, avec au moins 1 000 morts selon les Nations unies. Plus touchée que les autres localités par le conflit, la ville de Duékoué est devenue le symbole de ces violences, où entre 500 et 800 personnes ont été tuées.

Au moins 500 morts selon l'ONU, plus de 800 d'après le Comité international de La Croix-Rouge. Quel que soit le décompte, Duékoué reste profondément marquée par les violences de la crise postélectorale.

C'est le 29 mars 2011 que la ville tombe sous l'offensive des Forces républicaines de Côte d'Ivoire, soutenant l'actuel président Alassane Ouattara. Après les affrontements contre les éléments de son rival d'alors Laurent Gbagbo, le bilan macabre fait état d'au moins 817 tués pour cette seule journée, d'après le CICR.

La visite de l'ex-chef d'État à Duékoué remue des souvenirs douloureux dans le pays. Ses détracteurs lui reprochent de réveiller de vieux démons de nature à remettre en cause le processus de réconciliation nationale. Pour sa part, le porte-parole de Laurent Gbagbo parle d'une « visite de compassion (...) sans considération politique », et rendre hommage aux victimes.

En début de semaine, la tension était montée d'un cran entre les forces de l'ordre et des jeunes du quartier Carrefour, après l'inauguration d'une stèle commémorative, accompagnée d'une plaque évoquant « un génocide » de « la France, de



L'ex-chef d'Etat ivoirien a visité une ville symbole.

l'ONU et des rebelles ». Une plaque retirée depuis. C'est justement au pied de cette stèle, où se trouve l'une des plus importantes fosses communes de la ville, que Laurent Gbagbo va se rendre pour rendre hommage

aux victimes de 2011.

A noter que la population de cette ville est historiquement favorable à l'ex-président ivoirien, et continue de le soutenir, lui qui plaide en faveur de la libération des prisonniers

politiques liés à la crise postélectorale. Un gage nécessaire, estime-t-il, pour la « réconciliation nationale ». L'ex-chef d'État devait s'exprimer plus tard dans la journée lors d'un meeting

Elections locales en ligne de mire



Le président Ouattara a l'ambition d'organiser des élections municipales et régionales apaisées.

JO
Libreville/Gabon

Pour de nombreux journaux ivoiriens, la présence de Laurent Gbagbo à Duékoué

obéit à une pure logique politique. Autrement dit, l'ancien président a déjà le regard rivé sur les élections locales à venir.

Pourquoi ce bain de sang ? « Pour punir ces populations (de) leur

amour de Laurent Gbagbo », énonce le journal Le Temps, « A cause de (leur) soutien au Président Laurent Gbagbo, les populations des régions du Cavally et du Guémon et toute la partie ouest du pays ont subi des massacres en 2002, et entre 2011 et 2012 », complète ce quotidien proche d'un Laurent Gbagbo qui « n'abandonnera jamais le peuple Wè », lance Le Temps. Lequel journal rend hommage à « Hubert Oulaye (président exécutif du PPACI – le parti, désormais, de Laurent Gbagbo), Tchéidé Jean Gervais (vice-président du Conseil stratégique et politique du PPACI), Emile Guiriéoulou et bien d'autres », tout en prédisant « la sanction électorale qui attend le Rhdp d'Alassane Ouattara, dans cette partie du pays », à quelques mois des élections régionales et municipales en Côte d'Ivoire.